

COMMISSION PERMANENTE

REUNION DU 27 JUILLET 2022

RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

**AGHJUSTU À A CUNVENZIONE TRÀ A CULLETTIVITÀ DI
CORSICA È U SERVIZIU D'INCENDIU È DI SUCCORSU DI
CISMONTE PÈ A MESSA IN OPERA DI U PRUGETTU DI
CULLABURAZIONE INTERREGIONALE MEDSTAR**

**AVENANT À LA CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ
DE CORSE ET LE SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU CISMONTE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE
COLLABORATION INTERRÉGIONALE MEDSTAR**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission du Développement Economique, du Numérique, de
l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

1 - Contexte

Par délibération n° 19/311 AC du 26 septembre 2019, l'Assemblée de Corse a approuvé la participation de la Collectivité de Corse au projet de coopération interrégionale Italie-France Maritime 2014-2020 dénommé MEDSTAR. Ce projet porte sur les stratégies et les mesures d'atténuation des risques d'incendie dans la région méditerranéenne et associe 16 partenaires des régions Ligurie, Sardaigne, Toscane, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse.

Le nombre de partenaires pour le projet étant limité, la Collectivité de Corse s'est associée au Service d'incendie et de secours du Cismonte (SIS 2B) qui en devient partenaire associé. Ce partenariat associé fait l'objet d'une convention spécifique, approuvé par la délibération n° 19/311 AC. Il apparaît nécessaire aujourd'hui de faire un avenant à cette convention pour prendre en compte des modifications relatives au budget de l'opération et aux conditions de paiement.

2 - Modifications à apporter à la convention

2.1 Justification des modifications

Les modifications à prendre en compte visent à :

- Adapter le budget aux évolutions du projet. Ainsi certains postes initialement prévus n'ont pas été consommés, comme les frais de déplacements, à cause de la crise sanitaire ou les services extérieurs, inutiles in fine. A l'inverse les investissements réalisés par le SIS 2B ont été quelque peu supérieurs. Les frais de personnels sont quant à eux légèrement ajustés.
- Modifier les modalités de justifications des dépenses pour donner suite à des recommandations de l'autorité de certification du programme, en particulier les ressources humaines du SIS 2B doivent être justifiées au réel et non de façon forfaitaire.
- Supprimer des termes de la convention qui n'ont plus lieu d'être.

2.2 Modifications proposées

- L'article 3 - budget est modifié de la sorte :

« Le budget s'établit de la façon suivante :

**« Stratégies et mesures d'atténuation des risques d'incendie
dans la région méditerranéenne - MED-Star »**

SIS 2B		
Catégories de Dépenses	Montant initial	Montant final
Ressources Humaines (dépenses au réel)	53 700,00 €	49 538,25 €
Frais administratifs et de bureau (Dépenses forfaitaires)	8 055,00 €	7 340, 70 €
Frais de mission	6 100,00 €	
Services extérieurs	15 400,00 €	
Infrastructures	247 000,00 €	273 286,05 €
TOTAL DEPENSES du SIS 2B	330 255,00 €	330 255,00 €

Le projet étant financé à hauteur de 85 % par le FEDER, le SIS 2B percevra un montant maximum de 280 716,75 €. »

L'article 4 - Remboursement des dépenses du SIS 2B est modifié de la sorte :

« Le SIS 2B sera remboursé des dépenses engagées et certifiées au vu d'un état d'avancement du projet accompagné des pièces justificatives suivantes :

- Frais de personnel et frais administratifs et de bureau
 - Ressources humaines : Le SIS 2B mettra à disposition les personnels nécessaires à la réalisation des activités et fournira les bordereaux des salaires, fiches de paye, fiches de présence (time-sheet), liste du personnel affecté au projet daté et signée ; et tout justificatif de paiement relatif à ces ressources humaines.
 - Frais administratifs et de bureau : 15 % forfaitaires du montant des frais de ressources humaines
- Infrastructures

Pour la justification de ce type de dépenses le SIS 2B fournira, conformément au manuel de gestion du programme, les liasses de factures, titres ou reçus, ou documents comptables équivalents, un état de paiement visé par le directeur de la structure et le comptable public; la documentation relative au respect de la réglementation sur les marchés publics et/ou des règles de mise en concurrence, les feuilles de calcul certifiées par le comptable, les contrats, les conventions, les lettres de commande ou de mission.

Il est précisé ici que toute prestation ou tout bien matériels financés dans le cadre du projet doit impérativement respecter la charte graphique du programme faute d'inéligibilité.

De plus, l'ensemble des justificatifs doit porter la mention « dépense soutenue avec les fonds du PC INTERREG Maritime 2014-2020, projet « » CUP N° _____ pour un montant de _____ euros, période de comptabilisation _____, date de comptabilisation _____ ».

NB : L'ensemble de la documentation, une fois daté, signé et paraphé, doit être scanné et adressé au bénéficiaire principal.

Ces relevés, une fois certifiés par la CdC - DiFurPI, seront joints aux demandes uniques de remboursement. »

Le reste de la convention est inchangé.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver l'avenant à la convention entre la Collectivité de Corse et le Service d'incendie et de secours du Cismonte pour la mise en œuvre du projet de collaboration interrégionale MEDSTAR,
- d'autoriser M. le Président du Conseil exécutif de Corse à signer l'ensemble des actes à intervenir

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.